*Quelle approche épistémologique de la Révolution française à travers le 1er chapitre de l’année ?*

Le chapitre invite à montrer comment émerge l’idée de “nation“ au sens contemporain du terme et en quoi celle-ci inaugure une nouvelle ère politique portée par des pratiques et des acteurs spécifiques. Si l’idée de souveraineté nationale qui apparaît en 1789 en puisant ses références dans certains auteurs (au premier rang desquels Montesquieu ou Rousseau) agit au début comme dénominateur commun et devient la revendication centrale des députés réunis le 21 juin 1789 dans la salle du Jeu de paume à Versailles, celle-ci est en fait dès le début constamment sujette à des débats qui reflètent les différentes conceptions de la nation qui s’expriment dans une France révolutionnaire bien plus désunie qu’unie. L’historienne Sophie Wahnich[[1]](#footnote-1) montre ainsi qu’en juillet 1789 les révolutionnaires Lyonnais croyaient la révolution achevée lorsque le roi demanda aux trois ordres de travailler ensemble à l’élaboration d’une constitution. Le 15 juillet 1791, c’est le député Barnave, défenseur d’une monarchie constitutionnelle qui, dans un discours à l’assemblée, tente en vain de proclamer la fin de la révolution. Il finira guillotiné en juillet 1793.

Il faut donc ici se garder de donner l’impression d’un destin révolutionnaire linéaire qui aurait abouti à ancrer une conception républicaine de la nation dont l’achèvement serait une IIIème République libérée du danger monarchique avec l’élection de Jules Grévy à la présidence en 1879.

Au contraire, enseigner aux élèves ces tensions permanentes constitutives des projets révolutionnaires permet d’entrer dans le chapitre à travers le prisme des pratiques (débats, pétitions, recours à la violence....), des lieux (clubs, Tuileries, espace public ... ) et des acteurs (le roi, les femmes, le peuple politisé, les paysans...) pour ainsi incarner ces différentes conceptions de la nation. Ce faisant, cette approche donne la possibilité d’interroger certains discours portés déjà à l’époque par des figures révolutionnaire tentées d’inscrire les évènements dans une sorte de téléologie[[2]](#footnote-2) afin de mieux restituer l’infini horizon des possibles et les incertitudes auxquels les contemporaines faisaient face. Interroger cette dimension permet particulièrement de travailler l’étude critique des sources en les confrontant à un contexte incertain.

De cette difficulté à parfois saisir l’horizon d’attente des contemporains ainsi que les visions sous-tendant les actes découlent des interprétations divergentes de la Révolution française entre historiens menant à de vrais débats dont le plus connu reste celui concernant la Terreur et l’an II, à savoir la période s’étendant de la fin de l’année 1792 au 9 Thermidor (27 juillet 1794) avec la chute de Robespierre. Révélée au grand-public lors des célébrations du bicentenaire de la Révolution française en 1989, la controverse entre les tenants d’une interprétation dite “révisionniste“ ou “libérale“ autour d’un François Furet voyant dans la Terreur une dérive révolutionnaire et les partisans de “l’école jacobine“ analysant les évènements de l’an II comme une réaction nécessaire d’une révolution soumise à de nombreuses menaces extérieures et intérieures et plus encore comme un approfondissement de celle-ci n’est pas encore apaisée. Récemment, un ouvrage analysant la Terreur comme une construction politique postérieure entamée dès 1794 par les Thermidoriens a valu à son auteur Jean-Clément Martin d’être taxé de révisionnisme voire de négationnisme[[3]](#footnote-3). Pour se convaincre de la vivacité des débats on pourra utilement écouter la série d’émissions “La fabrique de l’histoire“ de septembre 2019 intitulée “relire la Révolution française”[[4]](#footnote-4).

La controverse ne saurait cependant occulter la profusion d’ouvrages ayant trait à la Révolution française et ayant contribués ces dernières années à grandement renouveler les approches de la période. Parmi les renouvellements actuels on peut citer quelques pistes comme par exemple celle consistant à mettre en avant le rôle de nouveaux acteurs afin d’écrire une histoire de la Révolution française “par le bas“ qui fait apparaître d’autres forment de politisation[[5]](#footnote-5). Un autre axe qui peut aisément se confondre avec la première tente d’élargir l’horizon géographique en décentrant le regard, que ce soit vers les colonies françaises[[6]](#footnote-6) ou vers les autres Etats européens, ce qui permet alors de prolonger la réflexion à la période napoléonienne à travers le rôle joué par les campagnes napoléoniennes[[7]](#footnote-7).

1. Sophie Wahnich, “Terminer la Révolution française, en finir avec la révolution“, *Ecrire l’histoire*, 2015. Disponible ici : <https://journals.openedition.org/elh/614> [↑](#footnote-ref-1)
2. Olivier Ritz montre que l’on dénombre déjà environ 50 histoires de la Révolution française écrites par des acteurs des évènements entre 1789 et 1815 (*Les métaphores naturelles dans le débat sur la Révolution de 1789 à 1815*, 2014)  [↑](#footnote-ref-2)
3. Jean-Clément Martin, *Les Echos de la Terreur. Vérités d'un mensonge d'Etat, 1794-2018*, 2018 [↑](#footnote-ref-3)
4. Pour une analyse spécifique des débats liés à la Terreur voir l’émission du 26 septembre 2019 disponible ici : <https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-lhistoire/relire-la-revolution-francaise-34-de-la-terreur-au-directoire> [↑](#footnote-ref-4)
5. Timothy Tackett par exemple s’intéresse à la Terreur à travers le prisme des émotions en se basant sur les correspondances de quelques acteurs des journées révolutionnaires pour en faire une ambiance particulière plus qu’une période figée (*Anatomie de la Terreur : Le processus révolutionnaire, 1787-1793*, 2018 pour la traduction française) [↑](#footnote-ref-5)
6. Pierre Serna et Frédéric Régent (*Les colonies, la Révolution française et la loi*, 2014) ou Bernard Gainot (*La révolution des esclaves*, 2017) mettent en avant les formes de politisation et les conflictualités propres aux colonies [↑](#footnote-ref-6)
7. Voir à ce sujet les travaux de l’historienne allemande Claudie Paye [↑](#footnote-ref-7)